

l'Education Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout ou besoin sera et publié au Journal Officiel.

Arrêté conjoint n° R - 0366 du 17 Avril 2002 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé dénommé « APAMA ».

ARTICLE PREMIER - Monsieur ALIBE PACHA né en 1952 à Mogroum (Tchad) de nationalité Tchadienne et résident à Nouakchott à ouvrir à Nouakchott un établissement d'enseignement privé dénommé « ETABLISSEMENTS APAMA ».

Article 2 : Toute infraction aux dispositions du décret n°82 015 bis du 12/02/1982 entraînera la fermeture dudit établissement.

Article 3 : Les secrétaires Généraux du Ministère de l'intérieur, des Postes et Télécommunications et du Ministère de l'Education Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout ou besoin sera et publié au Journal Officiel.

Ministère des Finances

Actes Réglementaires

Décret n° 2002 - 20 du 31 mars 2002 instituant des redevances de prélèvement d'eau.

ARTICLE PREMIER - Principes

Il est institué des redevances de prélèvement d'eau pour toute exploitation, des eaux souterraines par forage hydraulique sur l'ensemble du territoire national.

L'exploitation des eaux souterraines par puits traditionnel ou par puits moderne est exclue du champs d'application des dites redevances.

Article 2 - Redevances proportionnelles

Ces redevances sont fixées à trois ouguiyas par mètre cube d'eau produite (3UM/M3).

Elles sont versées directement dans le compte d'affectation spéciale ouvert à cet effet au Trésor Public au nom du CNRE par les sociétés de production et de commercialisation d'eau suivantes :

- la Société Nationale d'Eaux (SNDE) ;
- l'Agence Nationale d'Eau Potable et d'Assainissement (ANEPA) ;
- les sociétés de commercialisation des eaux minérales ;
- et tout autre exploitant publique ou privé du service public d'eau potable.

Les charges liées à ces redevances doivent être prises en compte dans les structures des coûts des entreprises concernées.

Article 3 - Redevances fixes

Ces redevances sont fixées à deux cent mille ouguiyas (200.000 UM) par forage hydraulique et cent mille ouguiyas (100.000 UM) par forage hydraulique respectivement pour les zones à aquifères généralisés et pour les zones à aquifères discontinus..

Elles sont payables en une fois au profit du Trésor Public par les personnes physiques ou morales souhaitant obtenir une autorisation de réalisation de forage d'exploitation à des fins autres que la vente de l'eau.

Article 4 - Le Ministre des Finances et le Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 568 du 27 juillet 2000 relatif au cadre juridique et institutionnel du projet de développement de la pêche artisanale phase II

ARTICLE PREMIER - Il est créé au sein du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime une cellule dénommée Cellule d'Exécution du Projet (CEP) de

Développement de la Pêche Artisanale Phase II.

Article 2 - La CEP est chargée :

- du contrôle et du suivi de l'ensemble des activités du projet notamment la formation, l'animation, l'encadrement et l'appui aux populations bénéficiaires ;

- de la mise en place du système de crédit ; de l'élaboration des programmes d'activités et des budgets ;

- de l'élaboration des conventions de partenariat avec les institutions, organismes, groupements, associations et autres partenaires du projet ;

- de la préparation des dossiers d'appels d'offres et des demandes de décaissements à introduire auprès de la BAD ;

- de l'élaboration des états financiers et des rapports d'activités du projet ; du suivi des actions environnements du projet ;
- de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de pérenniser les centres de formation après la fin du projet.

Article 3 - ORGANISATION DE LA CELLULE :

La Cellule est organisée en services et sections :

1. les services :

administration et comptabilité ;

Formation/Animation et insertion

2. les sections :

suivi des travaux

unité de crédit.

Evaluation interne du projet est assurée par une unité de suivi - évaluation.

Article 4 - ORGANE DE DIRECTION

La CEP est dirigée par un coordinateur nommé par arrêté du Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime. Il est assisté par un agent comptable et trois assistants techniques spécialisés dans le domaine de la

formation, la gestion des crédits et en sociologie.

Article 5 - Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Actes Divers

Arrêté n° 00514 du 21 juin 2001 portant création de la coopérative de pêche artisanale dénommée « OUM - RICHE ».

ARTICLE PREMIER - La coopérative de Pêche artisanale dénommée « OUM - RICHE » est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 96.010 du 25 janvier 1996 relative aux coopératives de crédit et d'épargne pour la pêche artisanale.

Article 2 - La Direction des Pêches est chargée des formalités d'immatriculation de ladite coopérative auprès du greffier du Tribunal de Nouakchott.

Article 3 - Le Secrétaire Général et le Directeur des Pêches au ministère des Pêches et de l'Economie Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Divers

Arrêté n° R - 127 du 05 Avril 1995 portant agrément d'une coopérative pastorale « El valeh » Dar Naim Nouakchott.

ARTICLE PREMIER - La coopérative pastorale « EL VALEH » , Dar Naim - Nouakchott est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi 67.171 du 18 juillet 1967, modifiée et complétée par